

Paris, le 11 mai 2023

COMMUNIQUÉ

DÉCRYPTAGE

Le pacte lycée pro : bras armé de la réforme

Le ministère a confirmé que le pacte dans les LP se composera d'un empilement non sécable de briques : un personnel qui s'y engagerait acceptera donc d'effectuer 6 missions sur les 8 éligibles en lycée pro. Les missions, pour l'essentiel orientées vers le déploiement de la réforme, confèrent au pacte LP le rôle spécifique d'être le bras armé de cette dernière. En faisant le choix d'un pacte « tout ou rien », le ministère tombe le masque. Il crée aussi insidieusement des hiérarchies intermédiaires entre les pilotes – les équipes de direction qui appliqueront la réforme – et les personnels.

Imposé sans aucune concertation, contrairement au pacte des autres voies du lycée, le pacte LP est beaucoup plus brutal, dogmatique et dangereux. Aucunement pensé dans l'intérêt des élèves, les missions, même celles aux titres attractifs, présentent des dangers graves et imminents pour l'avenir de nos lycées pros, de nos filières, de nos métiers et celui de nos élèves.

Les briques « enseignement complémentaire à effectif réduit » et « coordination d'innovation pédagogique » (fléchée sur la mise en œuvre d'options) ne seront aucunement financées dans les moyens dédiés à l'établissement. Les heures pour déployer ces missions seront donc spoliées sur les volumes complémentaires d'heures professeurs qui permettent de dédoubler les classes dans toutes les disciplines.

La brique « accompagnement des élèves en difficulté » qui correspond à la mesure concernant le décrochage porte en réalité l'objectif d'externaliser les missions de décrochage hors l'école. Les enseignant-es devront signaler sur des signaux faibles, donc précocement, les élèves afin qu'ils soient extraits des établissements et basculés vers des structures d'accompagnement à l'emploi. Le ministère est clairement en train d'organiser la déscolarisation des élèves les plus fragiles !

Toutes les autres missions sont orientées vers la préparation à l'emploi, révélant crûment la vision travailliste du ministère pour la jeunesse et son renoncement à l'ambition scolaire pour celle la plus fragile socialement.

Par l'annualisation et surtout le contenu même des missions, le pacte LP orchestre un basculement de nos métiers et de notre statut : d'enseignant-es nous nous dirigeons vers celui de formateur ou d'agent de France Travail.

Le SNUEP-FSU et le SNEP-FSU appellent les personnels à refuser le pacte au risque de pactiser avec celles et ceux qui portent le projet de détruire nos métiers, nos filières et de mettre en péril l'avenir de nos élèves.

Ils appellent les personnels à contacter leurs équipes locales et à se saisir des outils militants disponibles sur le site du SNUEP-FSU afin d'organiser partout des heures d'information syndicales et des assemblées générales pour construire ensemble les mobilisations nécessaires.